

« La prévention est une question de volonté politique... »

Médecin spécialiste de santé publique et ancien directeur général de Santé publique France, François Bourdillon, revient sur la nécessité de doter notre pays d'une véritable politique de prévention en santé.

Union Sociale : Notre système de santé est avant tout basé sur la cure. Comment sortir de cette logique pour s'inscrire dans une démarche plus préventive de la santé ?

François Bourdillon : Depuis la Libération en 1945, toutes les politiques de santé ont privilégié le soin, ce qui a abouti d'ailleurs à un excellent système de prise en compte des pathologies. Ainsi, 94 % des dépenses de santé sont consacrées au soin, ce qui veut dire, *a contrario*, que seuls 6 %

des dépenses sont dirigées vers la prévention. Or, nous savons aujourd'hui qu'investir dans la prévention, c'est investir dans la qualité et l'espérance de vie. Pour donner un exemple, 40 % des cancers sont aujourd'hui évitables uniquement grâce à la prévention. Il y a donc une logique d'investir dans ce domaine. En termes économiques, le retour sur investissement est très important. Pour atteindre cet objectif, il convient aussi de disposer d'expertise et d'acteurs en matière de prévention. Hélas,

Prévention : comment changer de dimension ?

Comment renforcer les politiques de santé publique et donner plus de place à la prévention ? Voici l'une des questions auxquels ont tenté de répondre Christine Ferron, déléguée générale de la Fédération nationale d'éducation et de promotion de la santé (FNES) et Bernard Basset, président de l'association Addictions France lors de la dernière émission de Solidarités TV, le 17 octobre dernier. Selon Christine Ferron, pour vraiment s'inscrire dans cette perspective de prévention, il conviendrait de faire rentrer la santé dans toutes les politiques. Chaque décision publique, devrait être évaluée au regard de ses effets sur la santé de la population. « Un gouvernement ne peut pas prétendre prendre en compte la santé de population et dans le même temps diminuer le montant des aides sociales

dont on sait avec certitude qu'elles vont affecter la santé des personnes les plus fragiles. »

Christine Ferron estime que les politiques de santé ont besoin de cohérence et les acteurs de terrain ne devraient pas avoir à compenser les effets négatifs de mesures contraires à cet objectif de qualité de vie en bonne santé. Pour Bernard Basset, il convient également d'avoir un discours volontariste en matière de prévention et être persuadé que la prévention, cela marche. « *Le gouvernement n'affiche jamais ses objectifs en matière de prévention et se contente la plupart du temps de mesures ponctuelles, sans aucune stratégie globale.* » Pour Bernard Basset, le soin qui répare produit des résultats immédiatement visibles, tandis qu'une politique de prévention

du cancer ne produira ses effets que dans plusieurs décennies, avec un impact beaucoup moins perceptible à court terme. « *Il faut donc du courage politique pour s'inscrire dans la durée et développer une vision à long terme, même si ce n'est pas vraiment payant politiquement.* » Si l'on s'intéresse également aux principaux déterminants sur la santé, il faut avoir le courage de s'attaquer à des intérêts puissants, comme pour ceux qui concernent l'alcool ou encore l'alimentation, avec l'industrie agro-alimentaire. « *Si l'on se contentait d'informer sur l'impact de la consommation du vin sur le cancer, ce serait déjà un grand pas, mais dans notre pays cette démarche est encore complexe... » ●*



les gouvernements successifs, malgré les effets d'annonce, ne considèrent jamais la prévention comme une priorité.

US : Quels sont les facteurs qui vont permettre d'élaborer une véritable politique de santé publique ?

FB : Il y a trois facteurs « clés » pour pouvoir agir dans ce domaine. Tout d'abord, la France a besoin d'expertise. La prévention, ce n'est pas que du bon sens. Elle doit s'appuyer sur de la science et des savoir-faire. À titre d'exemple, nous avons besoin d'épidémiologie des comportements, d'évaluation des pratiques de prévention... Le deuxième facteur est d'avoir des acteurs en suffisamment grand nombre et formés. La prévention, c'est un métier. Les professions concernées sont multiples. Je pense bien évidemment aux professionnels de santé, mais aussi aux acteurs associatifs et aux enseignants. De très nombreuses professions sont susceptibles de contribuer, dans leur champ de compétences respectif, à porter la prévention, à condition, bien évidemment, de pouvoir s'appuyer sur un cadre et des missions claires. Il faut que ces acteurs soient également identifiés comme des relais des politiques publiques sur le terrain, au contact des populations que l'on souhaite viser. Le troisième facteur est évidemment financier et l'on manque cruellement de financement en matière de prévention. Il y a eu des efforts réalisés ces dernières années, notamment dans le domaine de la lutte contre le tabac, avec la création d'une taxe visant à financer un fonds sur les addictions qui a permis d'obtenir de vrais résultats. Une démarche similaire mériterait d'être menée concernant l'alcool, les paris et

les jeux, ou encore les aliments particulièrement gras et sucrés. Il s'agit bien là d'une question de volonté politique.

US : Comment impacter les publics les plus éloignés des soins et de la prévention ?

FB : Dans notre pays, les politiques de prévention sont bien trop souvent résumées à des campagnes de prévention axées sur de la simple communication. Les Anglo-Saxons ont compris depuis longtemps que cette démarche était bien plus complexe qu'en apparence et développent depuis plusieurs années, ce qu'ils appellent le marketing social. Celui-ci est très organisé et basé sur la science. Cela veut dire que l'on fait des études pour comprendre quelles sont les catégories de population qui comprennent ou ne comprennent pas les messages que l'on veut faire passer. Une fois que l'on a fait cette démarche préalable, les Anglo-Saxons nous disent deux choses : il faut communiquer grand public, car il faut créer la norme autour de tel objectif de santé publique et derrière, si l'on veut être efficace, il faut également communiquer dans une logique d'universalisme proportionné, en adaptant les messages pour les populations cibles, généralement les plus fragiles ou socialement défavorisées. Ces messages, qui passent par différents types de médias, doivent être, enfin, accompagnés par les associations car ce sont elles qui sont au contact de ces publics, d'où l'importance de les soutenir, afin qu'elles fassent le relais, qu'elles participent à ce fameux « aller-vers ».

US : Quels sont les nouveaux risques que notre système de protection sociale devra prendre en compte dans les années à venir ?

FB : Un risque encore trop méconnu et dont il faudra de plus en plus tenir compte est le risque environnemental. Nous avons d'ailleurs encore beaucoup de mal à mesurer l'impact réel de l'environnement sur la santé, même si nous avons certaines données. Nous savons, par exemple, que les particules fines conduisent à 48 000 décès chaque année. Il s'agit tout simplement du deuxième déterminant en matière de santé. Quand vous vous penchez sur ce thème de la santé environnementale, vous prenez la mesure de l'ampleur des risques auxquels est soumise la population avec les pesticides, les perturbateurs endocriniens mais aussi les anciens sites industriels et miniers, la qualité de l'eau... La santé environnementale est un champ absolument considérable que notre système de protection sociale devra forcément prendre en compte. ●

**Propos recueillis
par Antoine Janbon**